

## Les fonds documentaires anciens relatifs à l'agriculture

*Nous publions à la suite le rapport de F. Sigaut sur «Les fonds anciens d'agriculture de quelques bibliothèques de la région parisienne» et le compte rendu de l'expérience menée par M.-C. Amouretti et G. Comet à la bibliothèque Méjanès d'Aix-en-Provence.*

*Il n'est pas inutile de préciser que, si leurs auteurs en ont ultérieurement confronté les enseignements, ces deux enquêtes ont été engagées sans concertation.*

*Le rapport de F. Sigaut signale l'existence et l'intérêt pour les historiens de l'agriculture de documents rassemblés dans des fonds anciens de plusieurs bibliothèques de la région parisienne, mal connus, rarement utilisés et finalement menacés en tant que collections organisées par thèmes.*

*L'expérience conduite par M.-C. Amouretti et G. Comet apporte un complément régional à ce rapport : tout laisse à penser en effet, selon les auteurs de cette note, que la situation prévalant à la bibliothèque Méjanès est «la norme de nombreuses bibliothèques de province». Leurs conclusions rejoignent celles de F. Sigaut.*

### Enquête dans quelques bibliothèques de la région parisienne

Il existe dans la région parisienne bon nombre d'institutions qui possèdent des fonds documentaires anciens relatifs à l'agriculture. Ces fonds sont dans des situations aussi variées que les institutions auxquelles ils appartiennent : du point de vue de leur conservation, de leur classement, de l'accessibilité des documents, etc., les conditions vont du meilleur au pire. Malgré des améliorations considérables dans quelques cas ces dernières années, le pire semble encore, hélas, trop courant. On nous a rapporté des exemples de pertes d'une partie de certains fonds à la suite de déménagements.

Les causes de cette situation sont assez simples. Les fonds anciens ne sont, le plus souvent, que l'accumulation de documents périmés, des rebuts pourrait-on dire. On ne peut pas attendre d'institutions sans vocation historique qu'elles témoignent d'un intérêt actif pour la préservation et la gestion de collections qui ne leur servent plus à rien. Et cela d'autant moins que les fonds en question sont souvent de petite dimension, ce qui exclut que leur soient consacrés les moyens spécifiques qu'exigerait leur gestion, en personnel notamment.

Certes, les documents réunis dans ces fonds anciens ne sont généralement pas uniques, ni même vraiment rares pour la plupart d'entre eux. Aussi les pertes partielles, pour regrettables qu'elles soient, ne sont pas irréparables. Mais ce qui fait l'intérêt de ces fonds pour le chercheur, pour l'historien, c'est évidemment leur caractère de collections thématiques très spécialisées. De ce point de vue, la perte de tel ou tel document, même rare, est moins à craindre que la dispersion de fonds entiers, ou leur dilution pour ainsi dire dans des ensembles hétérogènes où leur caractère thématique disparaîtrait. On ne peut s'empêcher de penser qu'il y a là un problème d'archivage. Les institutions dont il est question produisent des groupements de documents, et ces groupements sont significatifs. Mais comme ils ne constituent pas des archives au sens propre du terme — il s'agit d'imprimés, de périodiques, de photocopies... —, rien n'est prévu pour leur conservation à partir du moment, inéluctable, où ils se périment, c'est-à-dire où ils cessent de remplir la fonction à laquelle ils étaient destinés.

Il faut observer, du reste, que ce phénomène de péremption est continu et ne peut aller qu'en s'accéléralant. D'ores et déjà, les ouvrages scientifiques et techniques vieux de plus de vingt à trente ans ne sont plus de consultation courante à quelques exceptions près : la limite des fonds « anciens » se situe aujourd'hui aux environs de 1950, elle sera dans dix ans en 1960. Or, c'est pour les ouvrages les plus proches de cette limite, c'est-à-dire les plus récents, que les dangers de disparition sont les plus grands. Car ces ouvrages sont déjà périmés, sans avoir encore acquis de valeur historique. Les grands traités anciens d'agriculture, ceux d'Olivier de Serres, de Duhamel du Monceau, de l'Abbé Rozier, etc., ne sont ni rares ni en danger de disparition (sauf guerre nucléaire ou catastrophe de ce genre) : ils sont trop bien protégés sur le plan institutionnel aussi bien que sur le plan économique (par leur prix sur le marché du livre ancien). De notre point de vue, les ouvrages les plus menacés, et donc ceux auxquels il faut prêter le plus d'attention, sont ceux qui ont été publiés entre 1850 et 1950, et surtout

entre 1920 et 1950 ; et parmi eux bien sûr, les catalogues, les prospectus, les manuels élémentaires, bref les ouvrages les plus dénués de prestige et de valeur.

L'analyse de la situation actuelle est donc relativement simple. Les remèdes à y apporter sont beaucoup plus difficiles à imaginer. Dans l'abstrait, toutes sortes de solutions peuvent être évoquées. Dans la pratique, il semble préférable de commencer à faire quelque chose en vue d'un objectif concret, même si cet objectif est pour l'instant hors d'atteinte, et même s'il doit s'avérer nécessaire d'en changer par la suite. Du point de vue de la recherche historique, qui est le nôtre ici, l'objectif le plus immédiatement utile serait un catalogue collectif de ces divers fonds anciens. Un tel catalogue serait évidemment un instrument de travail extrêmement précieux. Mais sa réalisation aurait d'autres avantages. Elle serait, par exemple, certainement moins coûteuse que celle de quinze ou vingt catalogues individuels (solution à peu près impossible d'ailleurs de toute façon). Et surtout, elle permettrait aux divers responsables de se faire une meilleure idée de la valeur de leurs fonds anciens relativement à l'ensemble, et d'adopter des politiques de gestion plus cohérentes.

Parler de catalogue, toutefois, c'est évoquer une opération assez lourde pour laquelle se pose immédiatement une question préliminaire : quelle est l'importance matérielle des fonds concernés ? Il fallait bien, sur ce point, se rendre tout de suite à l'évidence : personne n'en avait la moindre idée, même approximative. D'où la nécessité, avant toute autre chose, de tenter une première évaluation, si grossière fût-elle. C'est ainsi que fut décidée l'enquête qui fait l'objet de ce rapport.

#### *L'enquête et ses résultats*

Cette enquête a été exécutée en novembre et décembre 1980 par Béatrice Guibert, grâce à un crédit de vacances attribué par l'Ehess. Vingt bibliothèques, sur un total de 79, avaient été sélectionnées à partir du *Répertoire des bibliothèques et organismes de documentation* publié en 1971 par la Bibliothèque nationale ; 4 d'entre elles n'ont cependant pas pu être prises en compte de façon effective (ce sont : l'Académie vétérinaire, en réorganisation ; le Comité des forêts, la Commission internationale des industries agricoles et alimentaires, et l'Inspection technique des subsistances du ministère de la Défense). Il va de soi qu'il s'agit d'un choix assez arbitraire. Car un dépouillement rapide du *Répertoire* de la Bibliothèque nationale nous avait permis de repérer quelque 80 organismes susceptibles de détenir des fonds anciens intéressants l'agriculture (au sens large du terme) dans la région parisienne. Il est vraisemblable, du reste, que ce comptage n'est pas exhaustif et que le nombre total est proche de la centaine.

Il n'était bien sûr pas question d'étendre aussi loin ce qui ne devait être qu'une enquête préliminaire, ni même de procéder à un échantillonnage dans les règles. Nous avons retenu, en fait, des bibliothèques où nous pouvions supposer, fût-ce par ouï-dire, qu'existaient des fonds anciens à la fois particulièrement riches et relativement mal connus, en donnant la priorité à l'Europe et aux pays tempérés.

C'est ainsi que nous avons écarté tous les organismes à vocation tropicale, comme le Bureau pour le développement de la production agricole en Afrique (Bdpa), l'Institut français du café et du cacao (Ifcc), l'Institut de recherches d'agronomie tropicale (Irat), l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (Orstom), le Laboratoire d'ethnobotanique du Museum d'histoire naturelle, etc. ; plusieurs bibliothèques possédant des fonds importants, mais régulièrement ouvertes au public et disposant de fichiers raisonnablement complets : la bibliothèque Mazarine, la bibliothèque de la Sorbonne, la bibliothèque Sainte-Geneviève, et bien sûr la Bibliothèque nationale elle-même ; les organismes de création récente et souvent très spécialisés comme l'Onic, l'Insee, la plupart des instituts techniques dont il existe une bonne vingtaine à Paris et dans sa région, etc.

D'autres exclusions sont moins justifiées. C'est sans raison particulière, par exemple, que nous avons négligé le Service des cultures du Museum, l'Institut (Fonds Huzard), l'École centrale, la Faculté de pharmacie et bien d'autres institutions où l'on peut s'attendre à trouver des choses intéressantes.

Par ailleurs, l'enquête s'est heurtée à plusieurs difficultés spécifiques, prévisibles (et prévues), mais qu'il n'a pas toujours été possible néanmoins de surmonter. Ces difficultés sont les suivantes :

. la délimitation du domaine « agriculture » : on ne pouvait naturellement procéder que d'une façon empirique et imprécise ; le domaine retenu s'inspire en gros des compétences de l'actuel ministère de l'Agriculture, c'est-à-dire productions végétales et animales, machinisme, génie rural, industries de première transformation des produits, médecine vétérinaire, etc., à ceci près que la chasse, la pêche et la cueillette n'ont pas été prises en compte (ni pour les inclure ni pour les exclure) ;

. la proportion des ouvrages « non agricoles » dans les fonds recensés : bien que cette proportion ne soit jamais nulle, on l'a négligée dans l'évaluation des fonds des bibliothèques spécialisées ; cela conduit à une surestimation qui peut aller de 10 % à 40 %, voire 50 % ; dans les bibliothèques non spécialisées, on a essayé d'obtenir une évaluation du fonds « agricole » sur la base de la délimitation précédente, mais la tâche s'est avérée trop difficile (Museum), ou les résultats vraiment sujets à caution (bibliothèque municipale de Versailles) ;

. la méthode d'évaluation : un fonds de bibliothèque peut s'évaluer en nombre de volumes ou en nombre de titres ; les deux unités de mesure ont chacune leur pertinence ; on s'est efforcé de bien les distinguer dans chaque cas, mais la diversité des situations est telle qu'on ne peut pas assurer que toute confusion a été éliminée ; le nombre de volumes a pu être évalué dans tous les cas où il était possible d'accéder aux rayons, en mesurant leur longueur ; pour connaître le nombre de titres, par contre, il faut disposer d'un livre d'inventaire ou d'un fichier, ce qui n'est pas toujours le cas ; enfin, certains fonds sont pour l'instant inaccessibles ;

. le repérage des séries : entre les ouvrages et les périodiques, la notion intermédiaire de série recouvre tout un ensemble assez disparate de documents difficiles à classer (comptes rendus de congrès, catalogues (notamment d'expositions),

rapports de concours ou comices, primes d'honneur, statistiques, collections de documents juridiques, recueils de brevets, annuaires, etc.) ; les séries sont assurément la partie la moins bien connue de tous les fonds qui ont été visités ; une recherche spéciale paraît nécessaire pour élaborer les méthodes permettant de les appréhender convenablement ;

. la date limite des fonds « anciens » : comme on pouvait le prévoir, cette date n'est pas la même dans les différentes bibliothèques ; souvent il n'y a pas de date précise, mais un processus continu d'obsolescence ; il a paru inutile de chercher à dépasser ce point de vue.

Ces réserves faites, les résultats bruts de l'enquête donnent un peu plus de 200 000 volumes dont environ 110 000 pour les bibliothèques spécialisées dans le domaine agricole au sens large du terme (13 établissements) et presque autant pour les fonds agricoles des bibliothèques non spécialisées.

#### Bibliothèques spécialisées :

Académie d'agriculture	10 000 à 20 000
Assemblée permanente des chambres d'agriculture	20 000
Maison nationale des éleveurs	1 000
Centre national de la recherche agronomique	3 000
Centre technique du bois	pour mémoire
École nationale supérieure de meunerie et des industries céréalières	2 000
École nationale supérieure d'horticulture	6 000
École nationale du génie rural et des eaux et forêts	3 000
École nationale supérieure vétérinaire	5 000
Institut national agronomique — Paris	25 000
Institut national agronomique — Grignon	10 000
Ministère de l'Agriculture	15 000
Société des agriculteurs de France	4 000

#### Bibliothèques non spécialisées :

Bibliothèque municipale de Versailles	80 000
Conservatoire national des arts et métiers	5 000
Bibliothèque centrale du Museum	10 000 à 20 000

Il est évident que le total général n'est qu'un ordre de grandeur très approximatif. Dans ce total, en outre, figurent un nombre certainement important de doubles. On trouvera ci-après les résultats détaillés pour chaque bibliothèque visitée.

*Description sommaire des fonds anciens des bibliothèques visitées*

**Académie d'agriculture**  
18, rue de Bellechasse  
75007 Paris  
Tél. (1) 705 10 37

Contact pris avec M. Roger Blais

La bibliothèque est en cours de réorganisation. Il ne sera pas possible d'y accéder avant un certain temps. Elle est composée de deux fonds distincts : le fonds propre de l'Académie, et le fonds Lenglen, légué à celle-ci par un académicien décédé il y a quelques années. Le fonds Lenglen est actuellement déposé dans un local appartenant au service du Génie rural (19, avenue du Maine, 75015 Paris) ; une partie en est accessible dans une salle aménagée, le reste est encore en caisses. Seul le fonds Lenglen a fait l'objet d'un fichier. Une partie importante du fonds propre a été déposée à l'Institut national agronomique (80 caisses : voir la fiche de l'Ina).

Il n'a pas été possible de procéder à une évaluation quantitative, même approximative. Mais on peut admettre que l'ensemble fonds propre plus fonds Lenglen est du même ordre de grandeur que le fonds ancien de l'Ina de Paris, par exemple.

L'Académie possède une collection très importante de publications des sociétés d'agriculture du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Assemblée permanente des chambres d'agriculture (ApcA)**  
9, avenue George V  
75008 Paris  
Tél. (1) 720 85 50

La bibliothèque de l'ApcA a été fondée en 1931. Elle possède environ 40 000 volumes, dont la moitié peuvent être considérés comme « anciens ». Les ouvrages antérieurs à 1967 occupent 224 m de rayons (soit 8 000 volumes environ). Une collection d'ouvrages étrangers (anglais surtout) occupe 58 m de rayons.

La collection de périodiques représente environ 900 titres, dont les plus anciens remontent aux années 1880. Il existe en outre d'assez nombreuses séries (statistiques agricoles, congrès, annuaires, etc.).

Les ouvrages et périodiques sont directement accessibles sur les rayons où ils sont disposés suivant un classement très sommaire par rubriques. Il existe un livre d'inventaire et deux fichiers alpha-numériques (auteurs-collectivités, matières).

Outre le fonds d'imprimés, la bibliothèque assure la gestion d'un fonds d'archives occupant 320 m de rayons ; les trois quarts de ce fonds sont postérieurs à 1950.

L'ApcA possède peu d'ouvrages techniques et scientifiques proprement dits. L'orientation générale des collections est plutôt vers le droit, la fiscalité, les questions syndicales et professionnelles, les politiques agricoles, etc.

**Maison nationale des éleveurs (Mne)**  
Service de documentation  
149, rue de Bercy  
75595 Paris cedex 12  
Tél. (1) 346 12 20  
Entrevue avec M. Chabert

Ce service est commun à trois Instituts techniques de l'élevage : bovin (Iteb), ovin-caprin (Itovic) et du porc (Itp). Il a été créé en 1972 par la mise en commun des fonds documentaires de chacun de ces trois instituts.

L'accroissement du fonds est, par mois, d'environ 700 articles et 30 à 40 ouvrages de bibliothèque. Ces documents sont classés par mots-clés (matières). Les ouvrages de la bibliothèque ayant en plus un classement par auteurs, l'ensemble représente plus de 20 000 sujets de recherche.

La bibliothèque proprement dite possède 6 500 volumes au total, dont 4 000 sont répertoriés au catalogue édité annuellement.

La partie « ancienne » de la bibliothèque peut être évaluée à environ 1 000 volumes. Il existe toutefois une petite réserve d'ouvrages « très anciens » d'une trentaine de volumes, non prêtés (en fait antérieurs à la dernière guerre) dont une dizaine sont sur support microfiches.

Tout ce fonds est directement accessible sur rayons ou sur microfiches pour les articles de revues. Le prêt par correspondance, réservé aux abonnés au *Bulletin signalétique Mne*, est possible pour les ouvrages.

Ce service ne possède pas de collections de périodiques antérieures à 1950 ; son fonds « articles » est plus ancien (1939).

**Bibliothèque municipale de Versailles**  
5, rue de l'Indépendance américaine  
78000 Versailles  
Tél. (3) 950 09 50

Entrevue avec Mme le Conservateur en Chef

Le fonds ancien consacré à l'agriculture serait de l'ordre de 80 000 volumes, dont 60 000 en ouvrages et 20 000 en périodiques. Dans l'état actuel des choses toutefois, cette évaluation doit être considérée comme très hasardeuse, en particulier en ce qui concerne les périodiques.

Seuls les titres entrés depuis 1917 sont accessibles, à l'aide d'un fichier auteurs et matières (mots-clés). Il existe en outre pour les titres entrés avant 1835 des catalogues méthodiques et des registres d'inventaire. L'ensemble de ce fonds antérieur à 1835 comprend environ 1 000 titres consacrés à l'agriculture au sens large du terme, dont un peu plus de 800 titres pour le fonds dit A, et un peu moins de 200 pour le fonds Pernot.

**Centre national de la recherche agronomique (Cnra)**

Route de Saint-Cyr  
78000 Versailles  
Tél. (3) 950 75 22

Contact pris avec † Mlle Cagnac, Conservateur

Le fonds du Cnra est réparti entre le Service de documentation centrale et les différents laboratoires. Il est consacré pour l'essentiel à la recherche fondamentale dans le domaine de la production végétale. Il comprend surtout des périodiques (4 000 titres, dont 2 000 vivants). En ce qui concerne les publications non périodiques, leur répartition approximative est la suivante : 6 000 ouvrages, dont 90 % consacrés à l'agriculture, et dont 50 % environ peuvent être considérés comme « anciens » ; 5 000 brochures ; 800 publications de congrès, presque toutes récentes.

Il existe un catalogue des périodiques (imprimé, vendu 70 francs) ; la liste des périodiques est automatisée. En ce qui concerne les ouvrages, leur repérage se fait par deux fichiers, auteurs et matières (ce dernier suivant la classification décimale universelle). Leur classement est fait par ordre de numéros d'inventaire.

**Centre technique du bois**

10, avenue de Saint-Mandé  
75012 Paris  
Tél. (1) 344 06 20

Le Centre technique du bois n'existe que depuis 1952, mais a recueilli le fonds documentaire de l'Institut national du bois, qui existait depuis les années trente, et quelques dons du Laboratoire d'essais des bois.

La composition du fonds est la suivante : ouvrages : 4 000 titres ; périodiques : 25 titres environ.

Les ouvrages sont repérables à l'aide de deux fichiers, auteurs et matières ; les périodiques également par deux fichiers, alphabétique de titres et par pays. Certaines collections qui n'étaient plus utilisées ont été mises au rebut par manque de place pour les conserver.

Il existe quelques ouvrages anciens, mais ils ne sont pas aisément repérables, car le classement a été fait en fonction des dates d'entrée à l'inventaire et non des dates de publication.

**Conservatoire national des arts et métiers (Cnam). Bibliothèque centrale**

292, rue Saint-Martin  
75141 Paris cedex 03  
Tél. (1) 271 24 14

Entrevue avec Mme D. Bouniol

Il n'y a plus aujourd'hui d'enseignement agricole à proprement parler au Cnam. Mais il n'en a pas toujours été ainsi, puisque lors de sa fondation, au

début du XIXe siècle, le Cnam avait été le deuxième établissement en France, après le Museum national d'histoire naturelle, à posséder une chaire d'agriculture. Il reste de cette période un fonds d'outillage assez important au Musée national des techniques, et un fonds documentaire ancien non négligeable à la Bibliothèque centrale.

D'après l'évaluation qui nous a été aimablement communiquée par Mme D. Bouniol, le nombre total de titres concernés est de 1 057. Ce nombre se répartit comme suit : ouvrages antérieurs à 1800 : 219 titres, dont 21 non catalogués ; ouvrages parus entre 1801 et 1950 : 596 titres ; ouvrages relatifs à des expositions, etc., concernant en tout ou en partie l'agriculture : 251 titres, pour la plupart non catalogués ou restant à dépouiller.

Il faut ajouter à cette évaluation un petit nombre de périodiques (quelques dizaines de titres), aisément repérables grâce au catalogue imprimé. Les ouvrages, quant à eux, sont repérables à l'aide de deux fichiers, auteurs et matières, dans lesquels les fonds antérieur et postérieur à 1950 sont classés séparément. Pour les ouvrages antérieurs à 1800, il n'existe qu'un fichier incomplet, non accessible au public.

Le domaine retenu par Mme D. Bouniol pour cette évaluation comprend les rubriques suivantes : agriculture, sylviculture, horticulture... ; élevage, y compris sériciculture, apiculture, aquaculture... ; art vétérinaire ; chimie des produits dérivés de l'agriculture ; industries de première transformation des produits agricoles (meunerie, bois, cuirs et peaux, résines...).

**École nationale supérieure de meunerie et des industries céréalières (Ensmic)**

16, rue Nicolas Fortin  
75013 Paris  
Tél. (1) 337 42 47

Entrevue avec M. Perregon

L'Ensmic a été fondée en 1924, sous le nom d'École française de meunerie (Efm). La bibliothèque renferme cependant bon nombre de publications antérieures à cette date, compte tenu surtout du fonds légué par Marcel Arpin, ancien professeur à l'Efm. Le fonds Arpin comprend un peu plus de 300 volumes datant du XVIe au début du XXe siècle (fichier). Il a l'intérêt d'être extrêmement spécialisé dans l'histoire de la meunerie et de la boulangerie.

Le fonds ordinaire de la bibliothèque peut être évalué à 3 000 volumes (148 m de rayons). Sur ce total, il y aurait : environ 2 000 volumes de publications non périodiques, dont la moitié considérés comme « anciens » ; environ 1 000 volumes de périodiques.

Tous les ouvrages et périodiques sont directement accessibles sur les rayons de la salle de travail, sommairement classés par sujets. Les collections de périodiques les moins utilisées sont toutefois entassées sur les rayons les moins accessibles. Plusieurs de ces collections, provenant des États-Unis, d'Allemagne, d'Urss, etc.,

sont probablement très rares, et peut-être uniques en France étant donné leur spécialité. Il existe pour le fonds ordinaire un livre d'inventaire, mais pas de fichier.

#### École nationale supérieure d'horticulture (Ensh)

4, rue Hardy  
78000 Versailles  
Tél. (3) 950 56 08

La bibliothèque de l'Ensh possède des ouvrages dont les plus anciens remontent à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Le livre d'inventaire en était au numéro 4 500 lorsque sa tenue fut interrompue vers 1922. Les entrées ultérieures figurent sur deux petits registres, avec des lacunes en 1942-1943. Peu après 1945, une partie des ouvrages ont été portés au Foyer des élèves ; il semble que ces ouvrages aient progressivement disparu, notamment lors de la réorganisation de la bibliothèque en 1957, et lors de la création de l'École supérieure du paysage en 1979. Compte tenu de ces disparitions, le fonds ancien peut être évalué à environ 6 000 ouvrages. Il n'existe pas de fichier.

Quelques ouvrages du fonds ancien remontent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ; la plupart sont du XIX<sup>e</sup> siècle. Il y a en outre quelques dizaines de titres de périodiques, la plupart toutefois postérieurs aux années 1880.

#### École nationale du Génie rural et des eaux et forêts (Engref)

19, avenue du Maine  
75015 Paris  
Tél. (1) 544 38 56

La bibliothèque de l'Engref a été réorganisée et rénovée en 1970. Lors de cette réorganisation, seuls les documents d'actualité ont été retenus pour figurer dans la salle de travail en accès direct. Les autres, qu'on peut considérer comme anciens, ont été transportés dans une autre pièce, en sous-sol, où ils restent disposés selon le classement antérieur. Certains ouvrages et périodiques considérés comme les moins intéressants ont toutefois été mis au rebut.

D'après un examen rapide du fichier et des rayons, ce fonds ancien compterait environ 2 800 titres, dont une vingtaine datant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Il occupe quelque 150 m de rayons. Il y a une dizaine de titres de périodiques antérieurs à 1950.

Pour mémoire, rappelons que la bibliothèque de l'ancienne École des eaux & forêts de Nancy appartient aussi maintenant à l'Engref, depuis la fusion des deux établissements. Cette bibliothèque, qui existe depuis 1864, a également été réorganisée en 1970.

#### École nationale supérieure vétérinaire (Ensv)

7, avenue du Général de Gaulle  
94700 Maisons-Alfort  
Tél. (1) 368 30 40

Fondée en 1766, l'Ensv est par conséquent le plus ancien établissement où fut enseignée en France une branche de l'«économie rurale», au sens où l'on entendait ce terme au XVIII<sup>e</sup> siècle.

La bibliothèque possède de l'ordre de 150 000 ouvrages au total. Le fonds ancien est conservé en partie en mélange avec le fonds courant (les titres déclassés ne sont retirés que progressivement), et en partie en réserve. Celle-ci occupe à peu près 170 m de rayons, soit quelque 3 500 volumes.

Ce fonds de la réserve fait l'objet d'un livre d'inventaire, où les titres sont classés par siècle, puis par ordre alphabétique. Le titre le plus ancien date du XV<sup>e</sup> siècle (c'est un exemplaire des Fables d'Ésope), le XVI<sup>e</sup> siècle en compte une centaine. Ces ouvrages appartiennent non seulement à l'art vétérinaire ou à l'économie rurale en général, mais aussi à diverses branches de l'histoire naturelle, des sciences et des techniques, etc. On y trouve des récits de voyage, de nombreux dictionnaires et encyclopédies, une collection des *Acta Eruditorum* (qui occupe 3 m de rayons), une autre des *Mémoires des Intendants pour l'instruction du Duc de Bourgogne* (1705, manuscrits)...

Les périodiques sont au nombre de 500 environ (dont 70 % en provenance de pays étrangers) ; 200 d'entre eux sont «anciens». Parmi les ouvrages, un des ensembles les plus intéressants est celui des thèses (environ 1 500 volumes).

#### Institut national agronomique de Paris-Grignon (Ina)

L'Ina est né de la fusion, en 1971, de l'ancien Ina et de l'École nationale supérieure agronomique de Grignon. Le nouvel institut possède deux centres, celui de Paris et celui de Grignon, qui ont chacun conservé leur bibliothèque dans les mêmes locaux que par le passé.

##### 1. Centre de Paris

16, rue Claude Bernard  
75231 Paris cedex 05  
Tél. (1) 570 15 50

Entrevue avec Mlle Gasmé, Conservateur

La bibliothèque vient d'être rénovée et réorganisée (1977-1978). Cette rénovation a respecté une partie de l'agencement précédent : les ouvrages du fonds ancien (6 000 volumes environ) et une partie des périodiques sont restés en place, les premiers dans l'ancienne salle des bibliothécaires, les seconds dans la salle de lecture modernisée. De plus, un certain nombre de titres disséminés dans les laboratoires sont restés à l'écart de la réorganisation d'ensemble.

Les 6 000 volumes du fonds ancien font l'objet de deux fichiers, auteurs et matières, d'un livre chronologique des entrées, et d'un livre d'inventaire

correspondant à la situation entre les deux guerres (il n'y a pas eu de réinventaire du fonds ancien depuis lors).

Le fonds de périodiques représenterait, d'après l'inventaire, environ 1 500 titres dont 500 courants. Plusieurs de ces titres sont en double. L'ensemble doit atteindre quelque 20 000 volumes. Il existe un fichier alphabétique des périodiques.

A cette partie du fonds relativement bien connue (ouvrages plus périodiques), il faut ajouter une masse de documents non ou incomplètement répertoriés, actuellement déposés dans une cave. Cet ensemble comprend entre autres trois dépôts récents : le fonds de l'ancienne Librairie agricole de l'Ina, environ 200 volumes, pour la plupart récents ; le fonds du Centre d'études, de recherches et d'action sociale (Ceras, anciennement Action populaire), 50 caisses ; 80 caisses de documents en provenance de la bibliothèque de l'Académie d'agriculture, suite à la réorganisation de celle-ci.

Le fonds de la bibliothèque de l'Ina, tant en ouvrages qu'en périodiques, ne comprend pas exclusivement des ouvrages agricoles. On y trouve aussi des titres scientifiques et techniques divers (par exemple des revues comme *Le Génie civil*, les *Annales de Chimie...*). Il possède quelques incunables, et une trentaine de volumes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

## 2. Centre de Grignon

78850 Thiverval-Grignon

Tél. (3) 461 45 10

Fondée en 1826, l'École de Grignon est sans doute la plus ancienne école d'agriculture de France, après l'École de Roville (Meurthe-et-Moselle), créée quelques années plus tôt par C.J.A. Mathieu de Dombasle. Le fonds ancien de la bibliothèque comprend 11 000 à 12 000 volumes. Une partie est en accès direct sur les rayons dans plusieurs salles suivant un classement par sujets. Les ouvrages les plus anciens (XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles) sont dans une pièce séparée. Le reste, en particulier plusieurs séries et périodiques, est rangé pour partie sous les combles, pour partie en sous-sol. Quelques ouvrages anciens sont également disséminés dans les laboratoires.

Il existe un registre d'inventaire et deux fichiers, auteurs et matières. Les fichiers sont toutefois incomplets pour le fonds ancien, et surtout pour les périodiques.

### Ministère de l'Agriculture (bibliothèque centrale)

78, rue de Varenne

75007 Paris

Tél. (1) 555 95 50

Entrevue avec Mme Hay, Conservateur

La bibliothèque du ministère de l'Agriculture existe depuis 1882. Elle possède actuellement de l'ordre de 40 000 volumes, dont 15 000 environ peuvent être

considérés comme anciens (ils occupent 600 m de rayons). Les ouvrages les plus anciens (XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles) sont rangés dans des vitrines dans la salle de travail du public. Le reste est déposé au sous-sol, en rayons, suivant un classement fonction du format et de l'ordre d'arrivée. Les 15 000 volumes du fonds ancien se répartissent approximativement en 9 000 volumes pour les ouvrages et 6 000 pour les périodiques. Il existe de nombreuses séries intéressantes, par exemple statistiques agricoles, comices, primes d'honneur, etc.

L'inventaire du fonds ancien n'a été entrepris qu'en 1974 ; faute de moyens, il ne progresse que très lentement : on peut admettre qu'il n'a pris en compte pour l'instant qu'un quart du total. Il n'existe qu'un début de fichier matières.

### Museum national d'histoire naturelle (bibliothèque centrale)

38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire

75231 Paris cedex 05

Tél. (1) 331 71 24

Entrevue avec M. Yves Laissus, Conservateur en Chef

La bibliothèque centrale du Museum est probablement l'une des plus riches de Paris en publications anciennes relatives à l'agriculture, la plus riche peut-être après la Bibliothèque nationale elle-même. Il est toutefois très difficile de se faire une idée précise de l'importance de ce fonds agricole, car la situation actuelle est telle qu'il n'y a aucun moyen (sauf à procéder par sondage suivant des méthodes rigoureuses) de discerner les ouvrages traitant d'agriculture de la masse des ouvrages d'histoire naturelle. Le fichier du fonds ancien est incomplet, et les entrées du fichier matières ne permettent pas de repérer les ouvrages qui nous concernent ici. La situation est en revanche beaucoup plus favorable en ce qui concerne les périodiques, repérables par un double fichier matières et lieu de publication. Il existe en particulier une collection très importante de publications des sociétés d'agriculture du XIX<sup>e</sup> siècle, qui n'est comparable qu'à celle de l'Académie d'agriculture. Tous les périodiques de la bibliothèque du Museum figurent en outre au *Catalogue collectif des périodiques* publié par la Bibliothèque nationale.

En ce qui concerne les ouvrages, la limite chronologique importante est l'année 1900. L'agriculture est bien représentée avant cette date, beaucoup moins après (sauf peut-être pour les pays tropicaux). Elle est également représentée, dans une proportion qui reste à préciser, dans plusieurs fonds particuliers qui ont fait l'objet d'un classement à part (fonds Linné, fonds Buffon, etc.).

Société des agriculteurs de France  
8, rue d'Athènes  
75008 Paris  
Tél. (1) 285 72 27 ou 285 08 05  
Entrevue avec Mme Castaing

La Société des agriculteurs de France existe depuis 1866 (la collection de son *Bulletin* commence en tous cas à cette date). Il n'y a pas de personnel affecté à plein temps à la bibliothèque, dont le fonds ancien, après diverses vicissitudes, s'élève à environ 4 000 volumes (il y a eu des pertes assez importantes lors de déménagements...). Ce fonds « ancien » va pour l'essentiel du milieu du XIXe siècle au milieu du XXe. Il est composé pour une part d'ouvrages (1 500 volumes ?), et surtout de séries (congrès, expositions, importante collection de codes ruraux) et de périodiques.

Tout le fonds est en accessibilité directe sur les rayons. Il existe un livre d'inventaire et un fichier alphabétique, mais ce dernier ne couvre pas l'ensemble.

### Conclusions pratiques

Le total de 200 000 volumes obtenu par l'enquête représente une donnée physique, qu'on aurait pu aussi bien exprimer en mètres linéaires de rayonnages ou en tonnes. Il est très difficile d'avancer un total équivalent pour le nombre de titres, dont dépend plus directement le coût d'une opération de catalogage ; surtout compte tenu des doubles emplois, certainement nombreux. Deux points de repère seulement sur ce plan : les 2 078 titres de la *Bibliographie agronomique* de Musset-Pathay, publiée en 1810, et les 7 276 titres « agricoles » du *Catalogue des livres, dessins, estampes de feu M. J.-B. Huzard*, publié par P. Leblanc en 1842.

Il ne semble pas qu'on dispose de données comparables à des dates plus récentes, et l'extrapolation pure et simple de la tendance indiquée par ces deux points (croissance de 4 % par an) donne des résultats dépourvus de signification, à savoir 80 000 titres vers 1900, et 900 000 vers 1950 !). Le seul moyen serait probablement de procéder à un sondage dans les fiches et catalogues de la Bibliothèque nationale (cf. sur ce point la lettre reçue de Mme A. Lhéritier, du Département des imprimés, hors-texte). En fait, compte tenu des difficultés rencontrées dans les principales bibliothèques non spécialisées (Museum, bibliothèque municipale de Versailles), il semble que le recours à des sondages réalisés dans les règles est le seul moyen de parvenir à une évaluation réaliste de leurs fonds agricoles. De tels sondages seraient encore, on s'en doute, des opérations relativement lourdes ; aussi paraît-il préférable de ne pas attendre qu'ils deviennent possibles pour prendre d'autres initiatives.

En définitive, et compte tenu de tout ce qui a été dit dans ce rapport jusqu'ici, il semble que six actions concrètes pourraient être entreprises simultanément (et progressivement pour chacune d'elles). Ce sont les suivantes :

. Cataloguer exhaustivement les fonds les plus petits et les plus facilement accessibles : Ctb, Saf, Acta, Cnra, Ensmic, Eva (réserve), etc.

. Dans les fonds les plus importants et moins faciles d'accès, cataloguer les périodiques. Ceux-ci sont toujours en effet la partie la moins mal connue de ces fonds, et il existe déjà pour eux, en outre, des bases bibliographiques facilitant considérablement le travail.

. Entreprendre une recherche sur les séries (congrès, expositions, comices...), qui, au contraire des périodiques, sont la partie la plus mal connue de tous les fonds. Cette recherche pourrait commencer dans des bibliothèques comme celles du ministère de l'Agriculture ou de Grignon.

. Engager une concertation générale entre tous les responsables concernés en vue de trouver des solutions pour le devenir des fonds actuellement stockés dans des conditions précaires ou inaccessibles.

. Étendre progressivement l'enquête préliminaire aux établissements non encore visités.

. Procéder à des sondages dans les bibliothèques non spécialisées en « agriculture », dans le but, d'une part d'obtenir une évaluation du nombre total de titres concernés (Bibliothèque nationale), et d'autre part, de préciser ce même nombre pour des fonds qu'on se propose de cataloguer par la suite (Museum, bibliothèque municipale de Versailles...).

Bien entendu, c'est l'ensemble de ces six propositions (et pas seulement la quatrième) qui devra être soumis à la discussion des responsables concernés. Il vient de se créer un Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Son Comité scientifique, réuni pour la première fois le 8 mai 1981 s'est immédiatement posé le problème des sources et pistes d'information dans un domaine où pratiquement rien n'a été fait jusqu'ici en France. Ce problème est plus général que celui qui a été abordé ici, puisqu'il touche non seulement les documents imprimés mais aussi les archives professionnelles et privées, les outils et machines, les documents iconographiques et audiovisuels... Il reste que c'est peut-être le problème des imprimés qui est susceptible d'être résolu le premier. Un groupe de travail comprenant des responsables de bibliothèques et centres de documentation relevant du ministère de l'Agriculture directement et par l'intermédiaire d'organismes spécialisés (Inra, Cemagref, Mne...) a été constitué. Il s'est réuni pour la première fois le 29 avril 1982 pour étudier les propositions concrètes à présenter aux ministères compétents (Agriculture, Culture, Éducation nationale) dans le courant de la même année. Toutes les offres de collaboration seront les bienvenues.

François Sigaut



### Enquête à la bibliothèque Méjanès (Aix-en-Provence)

#### *Le cadre de l'enquête*

Dans le cadre d'un des programmes du Cnrs du Groupement d'intérêt scientifique (Gis) la Maison de la Méditerranée à Aix-en-Provence, les équipes travaillant sur les techniques agraires avaient envisagé de constituer un fichier général sur les ressources des bibliothèques du Midi concernant leurs objectifs propres. Trois de ces enquêtes doivent être publiées dans les *Cahiers du Gis* de mai 1982<sup>1</sup> ; l'une concerne la bibliographie préhistorique, l'autre les ressources en outillage agricole des musées de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (ceux qui possèdent des fonds anciens d'ouvrages ont été notés), enfin la troisième traite d'une expérience d'exploration du fonds ancien de la bibliothèque Méjanès, susceptible de concerner les techniques agraires.

L'expérience de la bibliothèque Méjanès a l'intérêt d'apporter un complément à l'enquête de François Sigaut. Il s'agit en effet d'une bibliothèque non spécialisée en agriculture, comme la Bibliothèque nationale, qui pose des problèmes que ne connaît pas la Bibliothèque nationale mais que connaissent la plupart des bibliothèques de province.

#### *L'expérience de la bibliothèque Méjanès à Aix-en-Provence*

La bibliothèque Méjanès a été fondée grâce au legs de J.-B. M. Piquet, marquis de Méjanès. Ce dernier, qui avait été maire et premier consul d'Aix en 1776 et 1777, notable actif de la Provence, était aussi un bibliophile passionné. Dès ses études au Collège Louis-le-Grand à Paris, il commence sa collection. A sa mort en 1786, il lègue ses 80 000 volumes à sa province de Provence « pour en tenir une bibliothèque dans la ville d'Aix ». Une rente était prévue pour les achats, et des indications précises, accompagnées d'actions de la Compagnie des Indes, étaient fournies à son héritier Boisgelin pour l'accomplissement du legs. Les livres furent transférés d'Arles à Aix, et la bibliothèque solennellement ouverte au public en 1810. On peut dire que jusqu'à nos jours la bibliothèque Méjanès a su préserver les buts assignés par son fondateur : largement ouverte au public elle a continué à recevoir des dons de notables, qui lui léguaient leurs bibliothèques. On évalue son fonds actuel à 300 000 ouvrages, auxquels s'ajoutent un nombre important de manuscrits. La personnalité du marquis a conféré au fonds ancien une tonalité particulière. Bibliophile fervent, Jean-Baptiste Piquet était aussi un passionné des choses de l'agriculture. Il établit une société d'agriculture en Arles, encourage celle d'Aix, attache un prix particulier à l'histoire naturelle, tout en faisant une large place aux auteurs classiques. La bibliothèque Méjanès présente donc pour les historiens de l'agriculture un intérêt certain, d'autant plus que le fonds Pécoul complète le fonds Méjanès pour le XIXe et le début du XXe siècle.

#### *Les problèmes de la recension*

La recension devait être menée par vacations. Elle concernait les ouvrages qui pouvaient intéresser les techniques agraires, domaine souvent mal distingué dans les bibliographies d'histoire rurale. La coupure de 1810, reconnue par les bibliothèques pour les livres anciens qui sont sous la responsabilité des bibliothèques de province, ne nous a pas paru pertinente pour notre propos. Nous avons cherché à recenser tous les ouvrages susceptibles d'intérêt jusqu'à nos jours. Mais des difficultés parfois insurmontables se présentèrent pour le vacataire, H. Amouric. Il existe en effet trois catalogues sur fiches alphabétiques auteurs, un catalogue matière sur livret pour le fonds Pécoul, un catalogue matière pour les ouvrages entrés depuis 1960. Or pour les ouvrages antérieurs à 1914, aucun catalogue n'était complet. Il fallut recourir aux inventaires manuscrits par titres, et aux tables de concordance du XIXe siècle. Entreprise démesurée que de simples vacations et le temps libéré par deux maîtres-assistants sur leurs obligations ne pouvait combler.

Nous n'avons pu effectuer un recensement exhaustif, mais un sondage, dont nous avons extrait 750 titres qui nous ont paru pertinents. Les normes de présentation actuelles ne sont plus celles des catalogues manuscrits et nous n'avons pas pu tout vérifier sur les rayons. Cependant telle quelle, l'enquête nous a révélé de telles richesses pour l'histoire agraire que le Gis a jugé bon de la publier, dans l'intérêt à la fois des chercheurs... et des bibliothèques. En effet, il reste encore des livres du fonds ancien non fichés, et les recherches bibliographiques à la bibliothèque Méjanès ont tout de la course d'obstacles. Certains livres cotés ne sont pas fichés. Cette situation est bien évidemment un héritage du XIXe siècle, et il doit être clair que la carence actuelle ne peut être comblée par les seuls soins du Conservateur et du personnel, qui nous ont toujours apporté toute l'aide nécessaire. Ils se doivent d'assurer l'ouverture et la gestion au jour le jour. Le retard est antérieur ; en même temps qu'il confiait aux communes la gestion des fonds anciens, l'État s'en est déchargé un peu légèrement, apportant tous ses soins à la Bibliothèque nationale. Un conservateur isolé a peu de possibilités : il lui faudrait un personnel scientifique compétent même temporaire pour apurer l'arriéré. Des contrats avec des organismes de recherche et l'Université pourraient accélérer les choses. Car une enquête rapide nous a montré que l'exemple de la bibliothèque Méjanès, loin d'être isolé, était la norme de beaucoup de bibliothèques de province. Leurs richesses, connues de quelques chercheurs qui aiment préserver l'accès discret à des fonds précieux, sont largement inexploitées.

En conclusion, nous pouvons avancer trois propositions : recenser par région les fonds anciens pour en évaluer l'importance ; recenser par région les fonds concernant l'agriculture dans les bibliothèques spécialisées, et envisager avec les ministères concernés (ministère de la Culture, ministère de la Recherche et de la Technologie, ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Agriculture) une politique globale. Dans le cadre de cette politique, il conviendrait de procéder tout d'abord — c'est là un préalable indispensable — au fichage complet des ouvrages, périodiques, documents de tous ordres, ce qui est envisageable par le biais de

contrats temporaires avec les instances locales. Une tentative de ce genre, en relation avec la création d'une médiathèque, a été mise en route dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Il serait intéressant de rassembler les expériences dispersées de ce type, car l'importance du travail à accomplir risque de décourager les initiatives isolées.

M.-C. Amouretti et G. Comet

I. A. d'Anna, J.-P. Adam, M.-C. Amouretti, Ch. Arcelin-Pradelle, H. Amouric, C. Arselin, G. Comet, F. Laubenheimer, P. Varene. *Techniques et technologies, sources documentaires*. Aix-en-Provence, Maison de la Méditerranée-Gis Sciences humaines, 1982 (Cahiers du Gis 5).

MINISTÈRE DES UNIVERSITÉS

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES  
EN SCIENCES SOCIALES

CENTRE DE RECHERCHES HISTORIQUES  
LABORATOIRE ASSOCIÉ AU C. N. R. S.

54, BOULEVARD RASPAIL  
75270 PARIS CEDEX 06

Paris, le 27 Oct. 1980

Copie de la lettre circulaire adressée  
aux responsables des bibliothèques visitées.

Monsieur le Conservateur,

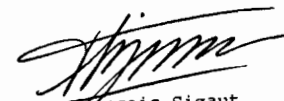
L'histoire de l'agriculture sous tous ses aspects, techniques, biologiques, économiques et sociaux, fait actuellement l'objet d'un intérêt croissant de la part des chercheurs et du public.

Parmi les sources de cette histoire, les imprimés anciens (livres, brochures, revues, journaux...) occupent une position centrale. Par "anciens", nous entendons ici sortis de l'usage courant, c'est-à-dire en pratique antérieurs à 1950 (ou toute autre date retenue par telle ou telle bibliothèque pour des raisons d'opportunité).

De nombreux établissements de la Région parisienne, dont le vôtre, possèdent des fonds anciens d'agriculture au sens large du terme, c'est-à-dire y compris l'élevage, l'horticulture, les forêts, certaines industries alimentaires et agricoles, etc. Ces fonds restent parfois mal connus et mal utilisés. Pour faciliter leur utilisation, un catalogue collectif serait un outil de travail extrêmement précieux. La réalisation d'un tel catalogue, toutefois, est une entreprise beaucoup trop considérable pour pouvoir être envisagée sans un examen préalable approfondi.

Nous souhaiterions commencer cet examen, avec votre aide, par une première évaluation très approximative du volume que représentent les imprimés des fonds anciens de quelques bibliothèques, dont la vôtre (une liste en est jointe à ce courrier). Madame M.-S. Touzeau, qui est chargée de ce travail, prendra contact avec vous prochainement dans ce but.

En vous remerciant à l'avance de votre compréhension et de votre coopération, je vous prie d'agréer, Monsieur le Conservateur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



François Sigaut  
Maître-assistant  
544 38 49 p. 211

# BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

DÉPARTEMENT DES LIVRES IMPRIMÉS

PARIS 161.4.81

Monsieur François Sigaut  
Ecole des hautes études en sciences  
sociales  
Centre de recherches historiques )  
54, boulevard Raspail  
75270 PARIS CEDEX 06

V. lettre du 24.3.81

Monsieur,

Il serait très difficile d'évaluer les ouvrages consacrés à l'agriculture et conservés sous la cote "S" à la Bibliothèque nationale. En effet, la lettre S désigne des ouvrages scientifiques, techniques et n'est pas réservée à la seule agriculture.

D'autre part, des ouvrages de cette discipline peuvent être conservés dans des collections qui ne sont pas cotées S. Nous avons un catalogue de fiches photographiées vers 1930 qui recensent en deux séries les livres conservés sous les cotes R. S. V., pour les livres anonymes et les auteurs de M à Z. Un tri grossier a donc déjà été fait. Il faudrait pouvoir parcourir toutes les notices, en extraire les livres d'agriculture et dépouiller également notre "Catalogue général Auteurs" de A à M (en gros). Ce serait un travail considérable, mais je ne vois pas d'autre solution. Si vous disposez d'un personnel susceptible d'effectuer ces dépouillements, il est bien évident que nous ferions tout notre possible pour lui faciliter la tâche.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Conservateur, responsable  
de la Salle des Catalogues  
et des Bibliographies,



Andrée LHERITIER.